

ÉLECTIONS PROVINCIALES 2012

Conjoncture

Nous voilà donc plongés en campagne électorale en pleine période estivale. Décidément, le gouvernement Charest semble bien aimer déclencher des élections alors que les citoyens ont la tête ailleurs. Il nous a fait le même coup lors de la dernière élection en 2008 où il s'est renversé lui-même alors qu'il était minoritaire en déclenchant les élections quelques semaines après les élections fédérales, juste avant Noël. Son objectif : avoir les deux mains sur le volant! Le choix de la date des élections eut comme conséquence un faible taux de participation, soit 57,43 %, ce qui favorise généralement le Parti libéral. Serait-ce trop cynique d'affirmer que, cette fois-ci, Jean Charest a parié sur un faible taux de participation et le chaos appréhendé par l'éventuelle reprise des cours dans les cégeps et les universités pour choisir la date des élections? Peut-être... C'est du moins ce que pensent beaucoup de gens.

Après neuf ans de pouvoir, le gouvernement Charest fait face à un taux d'insatisfaction extrêmement élevé. Cette insatisfaction est tout à fait justifiée quand on considère ses neuf années de politiques néolibérales, de corruption, de compressions budgétaires et de gouvernance autoritaire. Rappelons-nous l'adoption d'une série de lois antisyndicales dès le début de son premier mandat (lois 7, 8, 25, 30, 31 et 45), le décret des conventions collectives dans le secteur public en 2005, la majorité de ces lois adoptées sous le bâillon, en limitant le débat démocratique.

Dernièrement, nous avons pu constater une fois de plus son approche intransigeante et répressive dans le cadre de la lutte étudiante, manifestée notamment à travers son refus de négocier et par l'imposition d'une loi liberticide (loi 12) en n'hésitant pas à utiliser la répression policière de façon particulièrement brutale pour mater le mouvement étudiant. Bien que le moment soit mal choisi pour une période électorale, nous devons profiter de celle-ci pour lancer un message clair en exerçant notre droit de vote le plus massivement possible et en sortant les libéraux du pouvoir.

Portrait politique

Le portrait politique a changé depuis la dernière élection. L'ADQ a disparu du paysage pour se fusionner au nouveau parti créé par François Legault, la Coalition Avenir Québec (CAQ) qui, malgré sa jeunesse, récolterait, au moment d'écrire ces lignes, près de 27 % d'appuis dans la population. Dans la même mouvance, le Parti Québécois (PQ) a vu une partie de ses militants le quitter pour rejoindre la CAQ ou Option nationale (ON), fondé par Jean-Martin Aussant. Contrairement à la CAQ, ce parti ne semble pas récolter beaucoup d'appuis dans la population, mais il pourrait affecter ceux du PQ.

De son côté, Québec solidaire (QS) est de plus en plus implanté dans le paysage politique du Québec depuis l'élection d'un premier candidat en 2008, Amir Khadir, qui a fait un excellent travail à l'Assemblée nationale. Québec solidaire est maintenant un incontournable. Pour une première fois, QS a été invité à participer au débat des chefs et Françoise David y a fait une présence remarquée. Certains commentateurs de la scène politique ont affirmé qu'elle était sortie la grande gagnante de ce débat. Malheureusement, TVA a refusé d'inviter QS à ses débats en face-à-face, favorisant ainsi le PLQ, le PQ et la CAQ.

Il semble se dessiner une lutte serrée à trois (PLQ, CAQ, PQ) avec une forte poussée de QS dans plusieurs comtés de la région de Montréal, QS ayant décidé de prioriser certaines circonscriptions comme Mercier, Gouin, Laurier-Dorion, Hochelaga-Maisonneuve, Rosemont et Sainte-Marie Saint-Jacques.

Enfin, nous nous devons de souligner la présence de deux femmes, Pauline Marois et Françoise David, à la tête des principaux partis en lice pour la première fois au Québec.

Les programmes en bref

Parti libéral du Québec (PLQ)

Le Parti libéral du Québec a amorcé sa campagne sur le thème de la loi et l'ordre pour ensuite porter l'économie comme enjeu principal de son programme. Celui-ci est axé sur les entreprises et le bradage de nos ressources naturelles avec le Plan Nord. C'est également la poursuite de la tarification des services avec, entre autres, l'indexation des frais de garde. C'est d'abord et avant tout la continuité des politiques adoptées au cours des précédents mandats telles que l'augmentation des frais de scolarité, l'imposition de la taxe santé, l'augmentation

des tarifs d'électricité, les coupes dans la fonction publique, l'atteinte du déficit zéro dans un court délai ayant pour conséquence des compressions dans les services à la population.

Parti Québécois (PQ)

Le Parti Québécois se présente comme le parti pour lutter contre la corruption en proposant, entre autres, de réduire les contributions aux partis politiques à 100 \$ par année. L'enjeu de la souveraineté demeure bien présent dans le programme avec l'engagement de tenir un référendum au moment jugé opportun avec toutefois comme stratégie de revendiquer entre temps le rapatriement de juridictions fédérales vers le Québec telle l'assurance-emploi. Le PQ propose de réécrire la loi 101 pour améliorer la promotion du français. On y trouve aussi les engagements suivants comme la hausse des redevances minières, le gel des droits de scolarité dès son arrivée au pouvoir, puis l'indexation de ceux-ci au coût de la vie pour les années à venir, la tenue d'un sommet sur l'éducation supérieure et l'abolition de la loi 12. La taxe santé serait abolie, les frais de garde, gelés. On peut constater un certain glissement vers la gauche dans le programme du PQ, probablement imputable à la présence sur le terrain de Québec solidaire pour porter ses orientations de gauche ainsi qu'au fait que le parti souhaite voir rentrer au bercail ses militants de gauche qui ont quitté le parti pour Option nationale.

Québec solidaire (QS)

Le programme de Québec solidaire est clairement axé sur des politiques et des mesures sociales progressistes et sur la souveraineté du Québec. Il est altermondialiste, féministe et écologiste. Il reconnaît le droit des peuples autochtones et se prononce pour la protection de la langue française en raffermissant la Charte de la langue française. Au chapitre de la fiscalité, QS propose d'instituer un véritable impôt progressif, de réviser l'impôt des entreprises, de nationaliser les ressources stratégiques pour les autres ressources naturelles en plus de s'assurer qu'on demeure propriétaire de l'expertise et de mettre en place un système adéquat de redevances sur l'exploitation des ressources naturelles.

Québec solidaire et Option nationale sont les seuls partis qui militent pour la gratuité scolaire de la maternelle à l'université en plus d'être pour l'abolition de la loi 12. Concernant la souveraineté du Québec, il propose d'enclencher dès son arrivée au pouvoir, une consultation des citoyennes et des citoyens s'inscrivant dans un processus de démocratie participative. Il revendique également l'augmentation des places en garderie et la réalisation de logements sociaux. Un

autre des points forts du programme est l'instauration d'un mode de scrutin proportionnel, ce à quoi ont renoncé le PLQ et le PQ dans leur programme et qui ne fait pas partie du programme de la CAQ.

Coalition Avenir Québec (CAQ)

Si la CAQ dit n'être ni à gauche ni à droite, on peut toutefois constater que ses 94 engagements se situent très majoritairement dans une ligne politique néolibérale comme la réduction de la taille de l'État, l'abolition de plusieurs milliers de postes chez Hydro-Québec, l'abolition des commissions scolaires et des agences de santé. Il veut aussi revoir la rémunération des enseignantes et des enseignants qui serait basée sur la performance en faisant fi des dispositions de la convention collective. Au chapitre des relations de travail, il veut permettre aux employeurs de s'immiscer dans le processus de syndicalisation en introduisant le vote obligatoire lors de l'accréditation d'un syndicat. Il est pour la réduction des impôts, la hausse des frais de scolarité et le maintien de la loi 12. Comme le souligne la CSN, « il se présente comme le seul parti avec les mains libres; la seule formation pouvant tenir tête aux groupes de pression qui empêcheraient le Québec d'avancer ». Peu crédible pour un parti dont le principal fondateur est Charles Sirois!

Option nationale (ON)

Il s'agit d'un tout nouveau parti qui a été créé après les dissensions au PQ. Ce parti souhaite faire la souveraineté du Québec dès son élection et non pas par référendum. Par conséquent, dès son élection, il rapatrierait tous les impôts ainsi que les lois régissant les Québécoises et les Québécois. Pour le reste, le programme est assez progressiste, et près de nos valeurs en général. À cet égard, soulignons par exemple, l'absence d'éléments liés à la condition féminine dans leur programme. Enfin, mentionnons qu'il préconise une réforme du mode de scrutin.

Un mode de scrutin à parfaire

Encore une fois, cette élection se tiendra selon un mode de scrutin uninominal, hérité du système britannique, qui favorise un système d'alternance entre deux partis politiques et défavorise l'élection de tiers partis. Depuis plusieurs années, au conseil central, nous militons pour un mode de scrutin proportionnel qui favoriserait la présence à l'Assemblée nationale d'une pluralité de tendances politiques, que l'on peut retrouver dans la société. Le mode de scrutin proportionnel fait en sorte que chaque vote compte, contrairement au modèle

actuel dans lequel votre vote ne compte que dans la mesure où il s'inscrit dans la tendance majoritaire de votre circonscription.

Au cours du printemps une coalition s'est formée pour faire pression afin qu'il y ait une concertation électorale entre le PQ, QS et ON et que ces partis s'entendent sur des candidatures pour battre les libéraux. Malgré une certaine ouverture de QS, cette proposition n'a pas été possible, le PQ étant totalement fermé à l'idée. Mais dans la région de Montréal, il est possible justement de faire élire une certaine diversité de voix progressistes en votant pour des candidats de QS dans les circonscriptions électorales où la lutte se fait entre le PQ et QS.

Portrait de la région du Montréal métropolitain

La députation dans la région du Montréal métropolitain est majoritairement libérale et il serait fort surprenant que cela change beaucoup dans cette élection. En 2008, à Montréal et à Laval, 25 circonscriptions sur 33 étaient libérales et la majorité était des châteaux forts libéraux. Dix-huit d'entre elles avaient été remportées par les libéraux avec plus de 50 % du vote et plus de 5 000 voix de majorité. Le PQ remportait sept circonscriptions dont quatre étaient, ce que nous pourrions qualifier de châteaux forts péquistes. Pour sa part, Québec solidaire remportait une circonscription avec l'élection d'Amir Khadir.

Cette année, afin d'augmenter sa présence à l'Assemblée nationale, QS souhaite prioriser un certain nombre de candidatures, notamment dans les circonscriptions de Gouin et de Mercier où se présentent les deux porte-parole et où la lutte se fait entre le PQ et QS. D'autres circonscriptions seraient priorisées : celle de Laurier-Dorion, un comté libéral où se présente Andres Fontecillia; Sainte-Marie Saint-Jacques, comté laissé vacant par Martin Lemay du PQ dans lequel Manon Massé tente de se faire élire depuis plusieurs élections; Hochelaga-Maisonneuve, comté détenu présentement par la péquiste Carole Poirier, qu'Alexandre Leduc, militant syndical au Syndicat des étudiants employés de l'UQAM, tente de ravir.

Dans le comté de Rosemont, le PQ présente une vedette pour remplacer Louise Beaudoin contre François Saillant de QS, coordonnateur du FRAPRU avec qui le conseil central milite depuis plusieurs années dans divers dossiers. Dans Crémazie, comté laissé vacant par Lisette Lapointe du PQ, se présentent deux personnes ayant entretenu des liens avec le conseil central par le passé, André Frappier, militant du Syndicat des postiers et du Conseil régional FTQ Montréal métropolitain, qui se présente pour QS pour affronter une candidate péquiste, Diane de Courcy, dont nous avons appuyé la candidature comme candidate du

Mouvement pour une école moderne et ouverte (MÉMO) à la présidence de la Commission scolaire de Montréal (CSDM). Difficile également de passer à côté de la candidature de Léo Bureau-Blouin, ancien président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), un des acteurs majeurs de la lutte étudiante, qui se présente pour le PQ dans Laval-des-Rapides, comté détenu actuellement par Alain Paquet du Parti libéral. Un vote pour Léo Bureau-Blouin aurait l'occasion d'envoyer un message clair aux libéraux, au sujet de la lutte étudiante, d'autant plus qu'Alain Paquet faisait partie de l'équipe de négociation du gouvernement libéral dans ce conflit. Un autre élément à prendre en considération dans ce comté est le fait que la CAQ tente de le ravir aux libéraux en y présentant la candidature de Maude Cohen, considérée comme faisant partie de l'équipe des « incorruptibles » (sic).

Voter stratégique?

Plusieurs évoquent la possibilité de voter « stratégique » afin d'éviter de faire élire des candidates et des candidats du PLQ ou de la CAQ, car dans certains cas, voter pour un tiers parti pourrait enlever des votes au PQ et, par conséquent, faire élire une candidature libérale ou caquiste.

En 2007, nous avons débattu et adopté un texte sur cette question. Dans la région du Montréal métropolitain, la question se pose avec moins d'acuité puisque dans bien des cas la lutte se fait entre le PQ et QS. De plus, la présence de QS amène des gens à voter alors qu'ils ne l'auraient pas fait autrement, particulièrement chez les jeunes.

Pour le conseil central, tenir ce genre de raisonnement revient à considérer que le seul choix possible est le PQ, ce avec quoi nous ne sommes pas d'accord.

Position CSN

Lors du conseil confédéral spécial du 24 août dernier, un bilan du PLQ a été déposé ainsi qu'une analyse du programme de la CAQ et un document comparatif des programmes des quatre principaux partis. Il a été résolu que :

La CSN invite les membres de ses syndicats affiliés à choisir la candidate ou le candidat qui représente le parti politique dont les valeurs, les actions et la clarté des engagements correspondent le plus aux orientations de la CSN et qui a le plus de chance de devancer la candidate ou le candidat du Parti libéral ou de la Coalition Avenir Québec et d'être élu-e le soir du 4 septembre 2012.

Position du CCMM-CSN

Depuis plus d'une douzaine d'années, le conseil central considère que le PQ porte, au même titre que le PLQ des politiques néolibérales et des lois antiouvrières autant sinon plus que le PLQ. C'est d'ailleurs ce qui nous a amenés à vouloir créer une alternative de gauche qui soit en rupture avec les partis traditionnels. C'est exactement ce que l'on souhaitait avec la création de Québec solidaire. Son programme répond à nos orientations et nous croyons que si l'on veut une force de gauche au Québec, on doit élire des candidates et des candidats de gauche!

Conclusion

Dans le cadre de la présente élection, deux éléments nous apparaissent importants : d'abord ne pas élire un parti de droite comme le PLQ ou la CAQ. Dans un deuxième temps, il nous apparaît important d'élire plusieurs candidates et candidats de gauche provenant principalement de Québec solidaire.

Si le présent programme du Parti Québécois peut, à quelques égards rencontrer certaines de nos orientations, nous pensons que c'est en grande partie attribuable à la présence de QS dans le paysage politique. On le sait, une fois élu, le PQ a tendance à diriger à droite. Nous croyons que la meilleure façon de le maintenir vers la gauche, c'est de s'assurer d'avoir un nombre grandissant de députés de QS à l'Assemblée nationale. Nous avons cette possibilité dans la région de Montréal, en particulier dans Gouin et Mercier.

Dans plusieurs circonscriptions, que cela soit dans des châteaux forts libéraux ou péquistes, le mode de scrutin actuel ne permet pas de refléter réellement la volonté populaire. Malgré tout, un vote pour Québec solidaire n'est pas un vote perdu puisqu'il permet entre autres à QS de recevoir du financement, ce qui lui permet de renforcer sa présence et lui donne des moyens pour fonctionner.

Considérant la proposition adoptée au conseil confédéral du 24 août;

considérant les mandats adoptés lors de nos derniers congrès du CCMM-CSN afin de travailler à la création d'une alternative politique de gauche qui réponde à nos orientations;

considérant que Québec solidaire a un programme qui répond à nos orientations;

considérant l'importance de ne pas élire un gouvernement libéral ou caquiste;

considérant la possibilité de faire élire dans plusieurs comtés des candidates et des candidats de Québec solidaire;

considérant que dans plusieurs comtés voter QS ne favorise pas l'élection ni d'une candidature libérale ni d'une candidature caquiste.

Il est proposé que le CCMM-CSN invite ses membres :

À ne pas voter pour des candidats de la CAQ ou du PLQ;

à appuyer les candidatures de Québec solidaire dans les circonscriptions où il y a possibilité de faire élire leur candidate ou candidat, notamment les circonscriptions de Mercier et Gouin;

à considérer les candidatures de Québec solidaire dans les circonscriptions où il n'y a pas de risques de favoriser une victoire de la CAQ ou du PLQ.